



**PAR PORTEUR**

CONSEIL D'ETAT

Mme Anne Emery-Torracinta, Présidente  
Rue de l'Hôtel-de-Ville 6  
1204 Genève

Genève, le 17 novembre 2020

Mesdames et Messieurs les conseillers d'Etat,

Nous venons par la présente vous informer que nous sommes maintenant en total désaccord avec votre politique de gestion de la crise.

Avec un peu de recul, vous avez constaté comme tout le monde que vos mesures de fermeture des commerces n'ont aucune incidence sur la **survie** du virus.

Si l'interdiction de travailler faite aux commerçants, freine momentanément la **contamination**, force est de constater que dès que les mesures sont levées, le nombre de « cas positifs » revient inexorablement au même niveau qu'avant la fermeture.

Ce qui se péjore gravement en revanche, c'est l'économie de notre canton. Les commerces meurent parce que les aides financières sont lentes à se concrétiser et quoi qu'il en soit, largement insuffisantes.

Tout ça pour ça !

Dans le langage populaire, on appelle ça « un emplâtre sur une jambe de bois », à ceci près que dans le cas présent, « l'emplâtre » en question, a des effets secondaires dramatiques.

Nous avons bien compris que votre crainte était l'engorgement des hôpitaux qui entraînerait peut-être l'obligation d'opérer un choix entre les malades que l'on traiterait et les laissés pour compte.

Pourtant, le corps médical ne vous a jamais demandé de ruiner l'économie de notre canton en faisant vivre les commerçants au crochet du contribuable. Il n'a pas davantage dit que les drames humains qui se jouent en ce moment pour tous ceux qui assistent impuissants à la mort de leurs commerces étaient moins insupportables que l'affluence des malades à l'hôpital.

Outre l'espoir de parvenir à guérir les malades, la préoccupation légitime du corps médical est d'être en mesure d'accueillir tous ceux qui se présentent aux portes des établissements hospitaliers.

.../...



Dans d'autres pays européens et notamment en France durant le dernier pic de contamination, des hôpitaux de campagne ont vu le jour dans des délais record afin de faire face à l'afflux de malades, donnant ainsi la possibilité à chacun d'être pris en charge. Si cette entreprise a été possible dans ce pays-là, elle est évidemment réalisable à Genève aussi.

Vos mesures de fermeture sont **totale**ment inefficaces pour éradiquer le virus. Elles ne font que freiner momentanément la contamination, laquelle repart de plus belle dès que la vie reprend son cours normal. Vos mesures n'empêcheront jamais définitivement la contagion qui fait partie des lois de la nature. En vous obtenant à actionner des leviers contraires au bon sens, vous emmenez notre canton à la catastrophe. Vos mesures d'enfermement, de restrictions et d'interdictions provoquent des résultats plus nocifs encore que n'importe lequel des virus.

Nous ne voulons plus d'une politique sur laquelle vous n'avez aucune visibilité et dont vous mesurez vous-mêmes l'inefficacité et les conséquences destructrices. Pour preuve, pas un seul d'entre vous n'a été capable de nous dire combien de fois encore vous alliez ordonner la fermeture de nos commerces, et surtout, pour quel résultat à long terme !

A ce rythme-là, les hôpitaux ne seront peut-être jamais engorgés, mais tous ceux qui vivent de leurs activités commerciales seront détruits.

Le 13 novembre dernier, le Grand Conseil dans sa majorité a voté une motion vous demandant la réouverture des commerces. Nos députés ont mieux compris que vous, que votre politique nous emmenait dans le mur et n'était plus supportable pour les citoyens genevois.

Il faut que vous compreniez rapidement que nous ne nous laisserons pas mettre à mort. Nous n'accepterons pas de mourir par politesse, sur simple ordonnance du Conseil d'Etat !

Nous sommes des citoyens libres et respectables. Nous n'avons nullement une mentalité de hors-la-loi, nous nous sommes pliés jusqu'ici à toutes vos consignes. Certaines nous ont même contraints à des dépenses dont nous nous serions bien passées en cette période de disette. Jusque-là, nous vous avons laissé le bénéfice du doute quant à l'efficacité de vos mesures. Nous regrettons -comme vous certainement- qu'elles ne fonctionnent pas, et nous déplorons que nonobstant, vous vous entétiez à les renouveler.

N'importe quel médecin sensé vous dira que lorsqu'un traitement est plus dommageable que la maladie elle-même, alors, il faut l'interrompre !

Nous vous demandons par conséquent d'interrompre le traitement que vous nous réservez, en **prononçant immédiatement la levée des mesures de fermeture de tous les commerces genevois**.

A défaut, nous ne nous plierons plus à vos directives. Si vous nous y forcez, nous choisirons la désobéissance plutôt que la mort.

Nous ne sommes ni rebelles, ni anarchistes, ni fauteurs de troubles, mais entre la désobéissance et la mort nous choisirons la désobéissance parce que c'est le moindre des deux maux !

.../...



Les soussignés tiennent à vous assurer qu'ils n'appellent ni à la « guerre » ni au chaos. Ils ne sont que les porte-paroles de milliers de commerçants exsangues. Ainsi, les propos tenus ici ne se veulent pas menaçants, ils ne constituent qu'une ultime tentative non-agressive de mettre un terme à une situation qui n'est plus tenable.

Une manifestation calme et déterminée se tiendra jeudi 19 novembre prochain, pour permettre à ceux qui n'ont plus le temps d'attendre de vous le dire concrètement. Ils y mettront le peu d'espoir qui leur reste.

Veillez agréer, Mesdames et Messieurs les Conseillers d'Etat, nos respectueuses salutations.

SOCIETE des CAFETIERS, RESTAURATEURS et  
HOTELIERS de GENEVE

Daniel Carugati  
Vice-Président

Laurent Terlinchamp  
Président

Copie : Grand Conseil

